

Réunion du Comité Afrique de l'IS
Bamako, Mali, 10-11 avril 2015

RÉSOLUTION

Le Comité Afrique de l'Internationale Socialiste, accueilli par ses deux partis membres au Mali, le Rassemblement pour le Mali, RPM et l'Alliance pour la Démocratie, ADEMA-PASJ, s'est réuni à Bamako les 10-11 avril 2015, pour aborder les thèmes principaux de notre Internationale, qui sont cruciaux à l'heure actuelle pour les pays de la région. Il s'agit de la sécurité, de la démocratie et du développement.

En ce qui concerne la sécurité sur le continent, le Comité a accepté d'adopter une déclaration spéciale sur le processus de paix et de réconciliation nationale au Mali, qui présente les principales problématiques en jeu et les points de vue des membres du Comité.

Sachant que la région est actuellement confrontée à un défi important et à des menaces pour la paix et la stabilité émanant du trafic d'armes et de drogue, du radicalisme religieux, des insurrections et des activités terroristes, entre autres, le Comité se félicite de l'Accord d'Alger portant sur le Mali et encourage toutes les parties concernées à progresser vers sa signature afin de faire efficacement évoluer les efforts pour la paix et la sécurité dans toute la région du Sahel.

Le Comité demande notamment à tous les pays de la région d'incorporer l'objectif de la sécurité en tant que partie intégrante des politiques de bonne gouvernance et favorable au développement durable. Il demande également la mise en route de programmes transfrontaliers de prévention de la criminalité basés sur une collaboration poussée entre les différents acteurs du secteur de la sécurité, le développement d'un réseau d'information pour lutter contre les différents types de menaces et une réforme du secteur de la justice pour mieux protéger les citoyens, lutter contre l'impunité et garantir l'intégrité de tous ceux qui sont responsables de l'administration de la justice.

Au niveau régional, le Comité demande l'élaboration et l'adoption d'une stratégie de sécurité commune par le biais d'une convention pour la sécurité en Afrique, et le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité, ainsi que la création d'un Fonds africain pour la sécurité.

Le Comité réaffirme le rôle important des femmes dans la prévention et la résolution des conflits ainsi que dans la consolidation de la paix et de la réconciliation telles que définies dans la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations-Unies du 31 octobre 2000. Il demande également aux partis membres de l'IS en Afrique de progresser dans l'élaboration et la mise en œuvre du Plan d'action national se trouvant dans la Résolution 1325.

En ce qui concerne la démocratie, des garanties efficaces des droits et libertés de tous les citoyens ne sont réalisables que par le biais d'élections libres, justes et régulières par bulletin secret, comme l'affirme l'Article 21(3) de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Dans ce sens, le Comité demande le renforcement de la démocratie par le biais de la transparence dans la gestion des affaires publiques, du respect du principe de la séparation des pouvoirs de l'État - exécutif, législatif et judiciaire - de la garantie de la liberté de la presse et de l'élargissement de la décentralisation grâce à la régionalisation afin d'obtenir un développement équilibré.

Les efforts pour responsabiliser les citoyens par la démocratie, vaincre le terrorisme et résoudre les conflits nous permettront de diriger notre énergie et nos efforts pour lutter contre la pauvreté.

L'éducation pour tous, y compris les femmes et les filles, est importante pour une démocratie stable et pour surmonter le fléau de la faim et du besoin. Une bonne gouvernance en Afrique est synonyme de croissance économique et d'emploi afin de vaincre la pauvreté et le chômage. En éliminant la peur et les obstacles à l'inclusion dans les sociétés africaines, on autonomisera les hommes, les femmes et les jeunes pour qu'ils puissent améliorer leur vie, ouvrir de nouvelles opportunités, renforcer les systèmes de santé, d'éducation, de protection sociale, et de construire une société plus solidaire.

Considérant le déficit actuel de démocratie dans plusieurs pays de la région, le Comité souligne le besoin pressant de garantir des élections libres, justes et transparentes accompagnées par le respect total des droits et libertés, et exprime son entière solidarité et son soutien aux partis membres de l'IS dans les pays suivants : Cameroun, Tchad, Congo, Guinée Équatoriale, Gambie, Mauritanie et Swaziland.

En ce qui concerne la République centrafricaine, le Comité demande une fin paisible de la transition et exprime sa solidarité aux citoyens de ce pays qui, depuis 2012, sont confrontés à une situation chaotique et incertaine qui menace de déstabiliser encore plus le pays. Le Comité exprime son soutien total à notre camarade Martin Ziguélé dans sa candidature à la présidence.

Le Comité soutient et encourage les citoyens du Burkina Faso et leur gouvernement de transition et demande à la communauté internationale de suivre de près ce processus et d'apporter tout le soutien nécessaire. Nous exprimons notre encouragement aux forces progressistes de ce pays, y compris le MPP, qui participent aux élections présidentielles d'octobre 2015.

Au Bénin, nous réaffirmons la nécessité d'assurer une alternance du pouvoir découlant d'élections démocratiques libres et justes, et le Comité exprime ses meilleurs vœux de réussite à notre camarade Emmanuel Golou aux élections présidentielles l'an prochain.

Le Comité Afrique de l'IS salue S.E. le Président Mahamadou Issoufou pour les progrès accomplis au Niger pendant son premier mandat de chef de l'État et exprime tout son soutien et sa solidarité avec lui et le PNDS.

Le Comité félicite chaleureusement l'APC du Nigeria et le Président élu Muhammadu Buhari pour leur succès électoral et exprime sa satisfaction devant l'exemplaire opportunité fournie pour une transition paisible du pouvoir entre civils. Nous nous tenons prêts à soutenir tous les efforts au Nigeria pour consolider la démocratie, obtenir une bonne et efficace gouvernance et vaincre et éliminer le terrorisme.

En ce qui concerne le Sahara Occidental, le Comité demande la poursuite du dialogue débouchant sur la réussite d'une solution politique, paisible et mutuellement partagée par toutes les parties, en conformité avec processus en cours sous les auspices de l'ONU.

En vue de dynamiser le socialisme démocratique en Afrique, le Comité recommande la création d'une université d'été pour éduquer les acteurs politiques et inculquer les valeurs essentielles de l'IS, notamment à cette époque de développement de la radicalisation et de l'extrémisme religieux. Le Comité accepte de demander que l'Internationale Socialiste recherche un statut au sein des organes régionaux en Afrique, tels que l'Union Africaine, en vue d'approfondir la coopération, qui devrait être élargie au niveau parlementaire en vue de former un groupe socialiste au sein du Parlement panafricain.

Le Comité demande à tous ses membres de respecter les règles et statuts de l'Internationale Socialiste, notamment en ce qui concerne le paiement de leurs frais d'adhésion, qui sont indispensables au fonctionnement de l'organisation. Le Comité exprime sa reconnaissance au Secrétaire général de l'IS pour ses efforts visant au bon fonctionnement de l'Internationale et de son Comité Afrique.

Les membres du Comité réaffirment leur détermination à approfondir leur coopération et à renforcer les objectifs partagés de notre Internationale, en s'opposant aux tentatives pour l'affaiblir par d'autres alliances qui tournent le dos à la démocratie interne et à la nature inclusive de notre mouvement.

Le Comité Afrique remercie chaleureusement le RPM et l'ADEMA-PASJ pour leur hospitalité fraternelle dans l'organisation de cette réunion et exprime sa sincère reconnaissance à S.E. le Président Ibrahim Boubacar Keita pour ses efforts afin d'appliquer au Mali les principes et valeurs que nous partageons et pour son dévouement indéfectible envers notre Internationale.
